



PRÉFET DES ARDENNES

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Alsace – Champagne-Ardenne – Lorraine

Châlons-en-Champagne, le 3 mars 2016

Service Risques et Sécurité
Pôle Santé Environnement

Nos réf. : SRS – AIG/ n°16 – 085
Affaire suivie par : Alain GRIFFON
alain.griffon@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03 51 41 64 55 – Fax : 03 51 41 62 01
Courriel : srs.dreal-champard@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet des Ardennes

Présentation au Conseil départemental de l'Environnement, des Risques sanitaires et technologiques

Objet	Mise en œuvre de la circulaire ministérielle du 5 janvier 2009 relative à la recherche des substances dangereuses dans l'eau (circulaire RSDE) - 2ème phase : surveillance pérenne et programmes d'action.
Pièces jointes	10 courriers de suite 14 projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires Annexe 1 : prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses Annexe 2 : trame du programme d'actions

1. Introduction

Suite à l'adoption de la Directive Cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le Ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (RSDE) en 2002.

Cette action avait pour but de répondre à une partie des objectifs de la DCE (réduction ou suppression des émissions de substances dangereuses) et du programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses (PNAR) [arrêté ministériel du 30 juin 2005] qui découle de la Directive 76/464/CE. Son bilan avait alors conclu au constat que les informations concernant les

Horaires d'ouverture : 8h30-12h00 / 13h30-17h00
Tél. : 03 51 41 62 00 – fax : 03 51 41 62 01
40 boulevard Anatole France – BP 80 556
51022 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE cedex

rejets de ces substances étaient insuffisantes et que des actions de réduction devaient être étudiées sur certains rejets à enjeu.

Dans ce cadre, le ministère en charge de l'environnement a jugé nécessaire de mettre en place une seconde phase organisant une surveillance des rejets de l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, déclinée par secteurs d'activité. À l'issue de cette surveillance, et en fonction des conclusions de celle-ci, il a été envisagé que des actions de réduction, voire de suppression des rejets de substances dangereuses ou ayant un impact significatif sur le milieu pourraient être prescrites. Cette seconde phase est décrite dans la circulaire du 05 janvier 2009.

Cette circulaire, et ses notes complémentaires des 23 mars 2010 et 27 avril 2011, définissent les modalités de la seconde phase RSDE. Celle-ci comporte deux étapes :

- une **surveillance initiale** des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu) et la remise d'un rapport d'analyses par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site ;
- une **surveillance pérenne** des substances qui seront jugées par l'inspection des installations classées comme pertinentes, à la vue des résultats de la surveillance initiale et de la remise par l'exploitant d'un rapport d'analyses. La surveillance pérenne se concrétisera dans le cas général par une analyse trimestrielle.

Les résultats des mesures seront comparés à 3 catégories de valeur selon les paramètres considérés :

- celles dites de « la colonne A » fixées en vu de hiérarchiser les actions à entreprendre en direction des ICPE les plus contributrices,
- celles correspondant à $10 \times \text{NQE}$, NQE étant la norme de qualité environnementale réglementaire,
- celles correspondant à 10 % du flux admissible par le milieu.

De plus, l'exploitant pourrait être amené à réaliser une étude technico-économique, accompagnée d'un échéancier, afin de réduire ou de supprimer des émissions de certaines substances pertinentes. A cette fin, les résultats des mesures sont comparés aux valeurs dites de la « colonne B », déterminées à partir de la connaissance actuelle des rejets et des valeurs de toxicité propre à chaque substance.

2. Déclinaison de l'action RSDE dans le département des Ardennes

2.1) surveillance initiale

38 établissements se sont vu prescrire des arrêtés préfectoraux complémentaires entre 2010 et 2015 leur demandant de procéder aux analyses de leurs rejets dans le cadre d'une surveillance initiale.

Sur ces 38 établissements, une trentaine a réalisé les mesures telles que prescrites, les établissements restants ont soit cessé leur activité ou modifié leur process et n'ont plus de rejets aqueux.

2.2) bilan des rapports d'analyse reçus

L'examen des rapports d'analyses remis amène à établir 3 groupes :

- ceux pour qui les éléments de la phase initiale conduisent à ne pas engager de suite (10 établissements dont 2 ont déjà été traités auparavant et ne sont pas concernés dans la suite du rapport) : le tableau suivant en détaille la liste :

Nom de l'établissement	Commune	Date de l'APC de surveillance initiale RSDE
BLANCHISSERIE Inter Hospitalière	SEDAN	
FAB 21 (GODART)	FUMAY	7/01/2013
FORGEX RAGUET	MONTHERME	7/01/2013
MONDELEZ (ex LU)	CHARLEVILLE MEZIERES	12/01/2012
NESTLE	CHALLERANGE	21/06/2010
SITA DECTRA	SOMMAUTHE	12/03/2010
TARKETT	GLAIRE	21/10/2010
MANUFACTURE FRANCAISE DES ARDENNES(TECSOM)	GLAIRE	15/11/2010
OLFA	SIGNY LE PETIT	07/01/2013
BOURGUIGNON BARRE	HAUTES RIVIERES	15/11/2012

- ceux qui nécessitent une surveillance pérenne (14 établissements). Le tableau ci-après reprend le détail des substances à suivre ainsi que les paramètres imposant la surveillance pérenne :

Nom de l'établissement	Commune	Date de l'APC de surveillance initiale RSDE	Substances retenues pour la surveillance pérenne
FAURECIA Automotive Industrie	MOUZON	19/04/2010	cuivre, zinc, arsenic
ROXANE	JANDUN	17/11/2011	Nonylphénols, cuivre
ESTAMFOR	LES HAUTES RIVIERES	15/01/2012	Cuivre, zinc
SCHULMAN PLASTICS	GIVET	12/01/2012	Cuivre, zinc, BDE 209
SMURFIT KAPPA	SAULT LES RETHEL	19/04/2010	Cuivre, zinc, cadmium
BRENNTAG	CLIRON	24/01/2011	Zinc, cuivre, chrome, nickel, plomb, chloroalcanes
ACTEGA RHENACOAT	GLAIRE	30/11/2012	Zinc
KME	FROMELENNES	14/09/2012	Cuivre, zinc
HALLA VISTEON Charleville	Charleville Mézières	12/01/2012	Chrome
ARCELORMITTAL	MOUZON	23/01/2012	Zinc
LA FOULERIE	CARIGNAN	14/12/2012	Cuivre, zinc, chrome
ARCAVI	ETEIGNIERES	12/03/2010	Zinc, nickel, chrome, cuivre, anthracène, fluoranthène
T2i (ex TURQUAIS)	RAUCOURT ET FLABA	16/12/2012	Chloroforme, chrome, cuivre, mercure, nickel, zinc
MARCEL FRANCE	VRIGNE AUX BOIS	17/11/2011	Mercure, zinc, cuivre, chrome, tributylétain cation

- ceux qui nécessitent de mettre en place un programme d'action de réduction des rejets (1 établissement). Cet établissement est également soumis à surveillance pérenne pour les mêmes et/ou d'autres substances. Le tableau ci-après reprend le détail des substances soumises à programme d'action :

Nom de l'établissement	Commune	Date de l'APC de surveillance initiale RSDE	Substances retenues pour le programme d'action
KME	FROMELENNES	14/09/2012	Cuivre

3. Propositions de l'inspection des installations classées

3.1 Les établissements nécessitant une surveillance pérenne sont les suivants :

- ▶ dans le secteur du traitement de surface et du travail des métaux :
 - ESTAMFOR à LES HAUTES RIVIERES, les substances à surveiller étant le cuivre et le zinc ;
 - HALLA VIESTEON CHARLEVILLE à CHARLEVILLE-MEZIERES, la substance à surveiller étant le chrome ;
 - ARCELORMITTAL à MOUZON, la substance à surveiller étant le zinc ;
 - T2i à RAUCOURT ET FLABA, les substances à surveiller étant le chloroforme, le chrome, le cuivre, le mercure, le nickel et le zinc ;
 - MARCEL FRANCE à VRIGNE AUX BOIS, les substances à surveiller étant le mercure, zinc, cuivre, chrome, et tributylétain cation ;
- ▶ dans le secteur de la fonderie :
 - KME à FROMELENNES, les substances à surveiller étant le cuivre et le zinc ;
 - LA FOULERIE à CARIGNAN, les substances à surveiller étant le cuivre, le zinc et le chrome ;
- ▶ dans le secteur du traitement de déchets :
 - ARCAVI à ETEIGNIERES, les substances à surveiller étant le zinc, le nickel, le chrome, le cuivre, l'anthracène et le fluoranthène ;
- ▶ dans le secteur de la chimie :
 - BRENTAG à CLIRON, les substances à surveiller étant le zinc, le cuivre, le chrome, le nickel, le plomb et les chloroalcanes ;
 - ACTEGA RHENACOAT à GLAIRE, la substance à surveiller étant le zinc.
- ▶ dans des secteurs divers :
 - FAURECIA AUTOMOTIVE INDUSTRIE à MOUZON, les substances à surveiller étant le cuivre, le zinc et l'arsenic ;

- ROXANE à JANDUN, les substances à surveiller étant le cuivre et les nonylphénols ;
- SCHULMAN PLASTICS à GIVET, les substances à surveiller étant le cuivre, le zinc et les BDE 209 ;
- SMURFIT KAPPA à SAULT LES RETHEL, les substances à surveiller étant le cuivre, le zinc et le cadmium ;

3.2 L'établissement nécessitant un programme d'action de réduction des rejets est le suivant :

- KME à FROMELENNES, la substance retenue étant le cuivre.

3.3 Pour l'ensemble de ces sites, des projets d'arrêtés complémentaires sont établis et annexés au présent rapport.

Les projets d'arrêtés préfectoraux proposés aujourd'hui permettent de répondre à la seconde phase de la circulaire du 5 janvier 2009 en prescrivant une surveillance pérenne des rejets pour les établissements suivants,

- FAURECIA AUTOMOTIVE INDUSTRIE à MOUZON,
- ROXANE à JANDUN,
- ESTAMFOR à LES HAUTES RIVIERES,
- SCHULMAN PLASTICS à GIVET,
- SMURFIT KAPPA à SAULT LES RETHEL,
- BRENNTAG à CLIRON,
- ACTEGA RHENACOAT à GLAIRE,
- KME à FROMELENNES,
- HALLA VISTEON CHARLEVILLE à CHARLEVILLE-MEZIERES,
- ARCELORMITTAL à MOUZON,
- LA FOULERIE à CARIGNAN,
- ARCAVI à ETEIGNIERES,
- T2i à RAUCOURT ET FLABA,
- MARCEL FRANCE à VRIGNE AUX BOIS

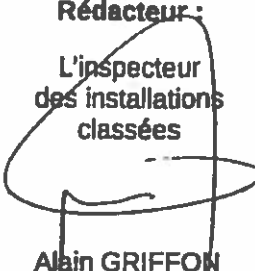


et en prescrivant un programme d'action de réduction des rejets pour l'établissement suivant :

- KME à FROMELENNES.

4. Conclusions

Au regard des éléments contenus dans le présent rapport, il est proposé au Préfet des Ardennes de notifier les projets d'arrêtés préfectoraux ci-joints aux établissements concernés par la mise en œuvre de la surveillance pérenne et des programmes d'action de réduction des rejets dans le milieu aquatique, en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Conformément à cet article, l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques sur ces projets d'arrêtés préfectoraux doit être recueilli.

Rédacteur : L'inspecteur des installations classées  Alain GRIFFON	Valideur : L'inspecteur des installations classées  Jean-François WULLEMAIN	Approbateur : Pour la directrice et par délégation, Le chef de l'unité territoriale des Ardennes,  Philippe BAUDRY
---	--	---